

**ALLOCUTION DU COLONEL GERARD YONGO, DIRECTEUR GENERAL
DE LA SECURITE CIVILE A LA PREMIERE CONFERENCE
INTERNATIONALE SUR LA PREVENTION DES URGENCES**

ROME 14 JUIN 2010

Monsieur le Président de l'IEMO,

Excellence, Monsieur le Ministre des forces de sécurité du Kosovo,

Excellences, Messieurs les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques
de la Somalie et de l'Egypte,

Honorables, Messieurs les Chefs de délégations,

Mesdames et messieurs,

Il m'est un honneur et un réel plaisir de prendre la parole pour la circonstance,
en ma qualité de Directeur Général de la sécurité civile de mon pays, à l'occasion
des présentes assises, les premières du genre puisque cette conférence est la
toute première qui est organisée ici, dans le cadre de la gestion des secours
d'urgence.

Je profite de cette heureuse occasion pour remercier tout particulièrement
Monsieur **Alessandro MANINI**, Président de l'IEMO, pour l'initiative heureuse
d'inviter le Congo à ces travaux. Notre participation nous permet non
seulement de mieux connaître votre organisation, mais aussi d'avoir de
fructueux échanges d'expérience en matière de sinistres et de catastrophes
naturelles. Vous pouvez compter sur le soutien de la République du Congo.

Mesdames et messieurs,

En venant à ces travaux, le Chef de l'Etat congolais, **Son Excellence Denis
SASSOU-NGUESSO**, par la Voix de Monsieur **Raymond-Zéphyrin MBOULOU**,
Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, m'a fait l'insigne honneur de vous
traduire toute son amitié et le soutien du gouvernement congolais aux
initiatives heureuses que l'IEMO s'efforce de promouvoir et de mettre en
œuvre pour faire face aux exigences de la prévention et de la gestion de
secours, défis dont les Nations-Unies ont saisi l'importance et la primeur en les
épinglant parmi les sept objectifs prioritaires du Millénaire pour le développement.

Nos assises, mesdames, messieurs, se tiennent au moment où la question de la survie de la planète, conséquence du réchauffement climatique est devenue, à juste titre, une préoccupation majeure pour l'humanité dans son ensemble. ✓

En effet, la lutte pour la réduction des émissions des gaz à effets de serre mobilise toutes les sensibilités en vue de la mise en œuvre d'une véritable synergie capable de briser les résistances des nations polluées et de les amener à répondre favorablement à la stratégie internationale, notamment aux engagements du Protocole de Kyoto.

C'est fort de l'efficacité d'une telle approche, que le Gouvernement de mon pays s'est engagé à induire une synergie active à l'action communautaire par l'intégration de la dimension « prévention des catastrophes » dans toute démarche de développement. ✓

C'est ainsi que le Congo a abrité en octobre 2008 à Brazzaville, le sixième Forum Mondial sur le développement durable.

Les participants à ce forum avaient unanimement reconnu que l'Afrique est confrontée aux effets délétères de la mondialisation, de la crise alimentaire et du changement climatique planétaire. Aussi, a-t-il été indiqué la nécessité de mettre en place un plan d'action pour faire face aux défis du développement durable, de la mondialisation et de la lutte contre la pauvreté en œuvrant pour la préservation environnementale et le développement socioéconomique. ✓

Ce forum mondial a aussi consacré une réflexion active destinée à appuyer et à rendre plus opérationnelles les différentes stratégies pouvant nous permettre d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Pour nous, ce développement doit se concevoir en termes de recherche des moyens et des mécanismes appropriés pour améliorer le sort des populations africaines, grâce à un essor harmonieux et durable de leurs conditions d'existence. C'est d'ailleurs là tout le sens du combat que mènent aujourd'hui la République du

Congo, son Président et son gouvernement, un combat qui situe l'homme et son environnement au centre des politiques de développement socioéconomique. De ce point de vue, la protection du bassin du Congo, 2^{ème} poumon hydraulique et forestier du monde après celui d'Amazonie, revêt une importance toute particulière.

La sécurité civile constitue pour le gouvernement congolais un secteur prioritaire pour la survie collective des populations de notre pays. De là, toute l'attention qui lui est accordée aujourd'hui en dépit des difficultés conjoncturelles, des destructions massives dont nos équipements de secours ont souffert durant les événements sanglants que le pays a connus entre juin et octobre 1997.

Depuis 2004, le Congo s'est engagé dans un vaste programme de modernisation sociale appelé : « Municipalisation Accélérée », dont l'impact sur le développement du pays est incontestable. Et pour le secteur de la protection civile, des projets allant dans le sens de l'amélioration des capacités opérationnelles des services de secours congolais sont en cours.

Cependant, cette volonté du Gouvernement se heurte aux difficultés liées aux moyens qui font défaut, en raison de la conjoncture économique.

Sur le plan purement technique, nous sommes déployés principalement à Brazzaville, capitale politique et à Pointe-Noire, capitale économique. Nos effectifs sont de 600 sapeurs-pompiers professionnels. Nous travaillons en étroite collaboration avec la Croix Rouge congolaise, la santé, le département en charge de questions environnementales. Nous bénéficions de l'appui des organismes internationaux tels que l'Organisation Internationale de Protection Civile à laquelle le Congo est affilié depuis mars 2007, HCR, etc. Il faut aussi indiquer que la capacité opérationnelle dont dispose la Direction générale de la sécurité civile ne répond pas aux besoins énormes des populations estimées à un million d'habitants par exemple à Brazzaville.

Le Congo connaît une prévalence de risques tant technologiques, naturels qu'humains. Les glissements de terrain, les inondations, les phénomènes érosifs, la gestion de 150.000 réfugiés congolais de la RD Congo présents depuis octobre 2009 dans le département enclavé, le département de la Likouala qui compte 80.000 habitants sont les quelques défis auxquels notre pays est confronté. En tant que pays producteur de pétrole, les risques dans ce secteur d'activités sont grands, en raison de l'importance de l'industrie pétrolière. Cependant, nos services ne sont pas préparés pour faire face à des sinistres majeurs, telle que la pollution marine par exemple. Ceci, faute de moyens d'intervention adaptés et d'experts en la matière.

Dans le cadre de la gestion au quotidien, nous avons quelques centres de secours qui interviennent chaque fois que nous en sommes sollicités. Les difficultés de circulation liées aux travaux d'aménagement de nos villes, la pénurie d'eau dans le réseau publique constituent un handicap majeur dans les interventions.

Nous sommes heureux d'être parmi vous aujourd'hui en vue d'échanger sur ces questions et tirer utilement profit de votre expérience, de vos expériences, voulais-je dire, dans le domaine des urgences.

C'est ici l'occasion de vous adresser, Monsieur le Président, toute notre gratitude et notre reconnaissance.

Soyez assuré que je saurai traduire auprès de Monsieur le Ministre congolais en charge des questions de secours les conclusions de cette conférence. Vous pouvez compter sur la disponibilité du Congo qui sera toujours attentif aux activités de l'IEMO, car il attend beaucoup d'elle.

Mesdames et Messieurs,

Notre continent, l'Afrique, organise pour la première fois la coupe du monde qui se joue depuis le 11 juin 2010 en Afrique du Sud. Je me permets d'en parler puisqu'il s'agit d'un évènement de taille, auquel il faut accorder une valeur au plan de la prévention des secours d'urgence. Je tiens pour cela à souhaiter beaucoup de courage et pleins succès aux services de secours sud africains pendant ces moments hautement particuliers.

Je souhaite également plein succès aux travaux de la première conférence de l'Organisation Internationale de la Prévention des Urgences,

Je vous remercie.